



Pour une **DÉMOCRATIE**
TERRITORIALE



Présentation

Fondé il y a près de trente ans, dans la foulée des élections européennes de 1994, **Régions et Peuples Solidaires (R&PS)** est le parti qui rassemble les mouvements dits régionalistes et qui prône un fédéralisme différencié.

En 2023, R&PS compte douze organisations membres à part entière (l'Union Démocratique Bretonne, 57-Le Parti des Mosellans, Unser Land, le Mouvement Région Savoie, le Partit Occitan, Femu a Corsica, U Partitu di a Nazione Corsa, Oui au Pays Catalan, Unitat Catalana, Esquerra Republicana de Catalunya, Euskal Herria Bai, le Parti Nationaliste Basque), un membre associé (le Congrès Mondial Amazigh) et un membre observateur (le Parti Réunionnais).

R&PS EST UNE ORGANISATION POLITIQUE REPRÉSENTATIVE QUI POSSÈDE DE NOMBREUX ÉLUS :

PLUSIEURS PARLEMENTAIRES :

➤ UN EURODÉPUTÉ

François Alfonsi qui siège dans le groupe *Verts / Alliance Libre Européenne*

➤ UN SÉNATEUR

Paulu-Santu Parigi qui siège dans le groupe *Écologiste - Solidarité et Territoires*

➤ QUATRE DÉPUTÉS

Jean-Félix Acquaviva, Michel Castellani, Paul-André Colombani, Paul Molac qui siègent dans le groupe *Liberté, Indépendants, Outre-mer et Territoires*

➤ PLUSIEURS DÉPUTÉS DU GROUPE LIOT

dont Bertrand Pancher, le président lui-même, se sont rattachés à *R&PS*

➤ UN PRÉSIDENT D'EXÉCUTIF

Gilles Simeoni (*Collectivité de Corse*)

➤ DE NOMBREUX ÉLUS RÉGIONAUX ET TERRITORIAUX

➤ UN GRAND NOMBRE DE MAIRES ET ÉLUS LOCAUX

Signe également de sa représentativité, R&PS **a dépassé largement le seuil des 1% dans cinquante circonscriptions aux élections législatives de 2017 et de 2022** permettant ainsi d'obtenir directement le financement public.

Pour une démocratie territoriale

« La centralisation, c'est l'apoplexie au centre, la paralysie aux extrémités »

(Félicité Robert de Lamennais)

Nos sociétés sont marquées par l'accélération du phénomène de mondialisation et des bouleversements profonds qu'elle implique. Jamais le monde n'avait connu autant de mutations dans un temps aussi court.



Les institutions doivent être adaptées aux réalités de nos territoires et aux exigences démocratiques



Sur le plan international, de nouveaux équilibres apparaissent, mais également de nouveaux enjeux géopolitiques. Dans ce monde toujours plus complexe et imprévisible, les crises économiques, climatiques, énergétiques, sanitaires, migratoires, culturelles et sociales changent également d'échelle et croissent en intensité. Si ces phénomènes se globalisent, leurs conséquences sont toujours locales. Nos citoyens mesurent chaque jour les conséquences de ces phénomènes globaux. Pour autant, de quels moyens disposent-ils pour influencer sur leur destin ?

Les nombreuses crises sociales qui secouent la France depuis ces dernières années, les records d'abstention les récentes émeutes sont la conséquence d'un sentiment d'impuissance grandissant, couplé à une perte de repères sociaux et culturels. Nos concitoyens estiment n'avoir plus leur destin entre leurs mains et, en même temps, constatent un délitement de leur vie sociale et culturelle.

Le pouvoir politique est perçu comme lointain, inaccessible, souvent déconnecté et empêtré dans une organisation à la fois pyramidale et absconse. Le lien entre le bulletin de vote et les politiques publiques devient pratiquement illisible.

L'abstention massive est la traduction d'un fatalisme auquel nombre de nos concitoyens se sont résignés. Quant aux autres, ils se tournent de façon croissante vers les extrêmes de droite et de gauche, lesquels partagent en commun un socle idéologique fondé sur le souverainisme, le centralisme et le jacobinisme. Or, loin d'être une solution, ces idéologies sont un facteur aggravant des crises que nous connaissons.

Pour l'immense majorité de nos concitoyens, le cadre de leur réalité quotidienne est celui des territoires : commune, bassin de vie, région vécue. C'est à ce niveau que les politiques sont visibles et produisent leur effet. C'est à ce niveau que les énergies et l'intelligence collective doivent être enfin libérées.

Sauf à vouloir leur donner le caractère intangible d'un monument historique, les institutions doivent être adaptées aux réalités de nos territoires et aux exigences démocratiques afin de pouvoir répondre aux enjeux du monde actuel et à venir, mais surtout à leur raison d'être : la gouvernance du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Les contours de nos collectivités territoriales doivent correspondre aux réalités géographiques et culturelles. Car l'identification du citoyen avec les institutions politiques chargées de le représenter est une condition essentielle pour garantir leur légitimité. Plus largement, l'identité n'est pas une tare mais la force qui permet de dépasser l'individualisme pour construire en commun. Il est temps de ne plus construire contre mais avec ces identités, que ce soit sur le plan politique, culturel et linguistique.

Un nouvel acte de décentralisation n'est pas seulement souhaitable, il doit être la mère de toutes les réformes à venir. Seule une réforme d'ampleur instaurant une réelle autonomie - de décision et de moyens - à des collectivités territoriales permettra de restaurer le lien de confiance avec les citoyens et d'accroître significativement la lisibilité mais également l'efficacité des politiques publiques. Cela ne changera pas la nature des défis à relever, mais cela donnera à ce pays une capacité d'action et de résilience qui lui fait aujourd'hui défaut.

Une France vraiment décentralisée !

Des régions conformes au souhait des populations

Nous demandons une redéfinition des régions prenant en compte les réalités géographiques, historiques, culturelles et économiques. Bien entendu il faut solliciter le point de vue des populations concernées, dont l'avis n'a pas été pris en compte lors de la dernière réforme.

La loi du 16 janvier 2015 a gommé des territoires entiers de la carte administrative contre l'avis exprimé par leurs populations ou leurs représentants. C'est le cas de l'Alsace par exemple ainsi que de l'Auvergne.

La carte des régions doit être réformée en tenant compte d'une « démocratie territoriale » conforme aux préconisations de la Charte Européenne de l'autonomie locale que la France a signée et ratifiée.

Pour R&PS, la Bretagne doit comprendre la Loire-Atlantique, la Savoie doit être une région, le Pays Catalan doit avoir une reconnaissance, les territoires occitans ne peuvent être morcelés comme c'est le cas aujourd'hui, le Pays Basque doit être plus qu'une communauté d'agglomération.

Approche différenciée

Nous souhaitons une réforme de la constitution qui permette réellement la différenciation. Pour plus d'efficacité dans l'action publique et dans un souci de justice et d'équité, nous plaidons pour que les régions de l'Hexagone et les territoires ultramarins puissent, à leur demande, disposer de larges pouvoirs. Cela doit aller jusqu'à la négociation de statuts d'autonomie pour les régions qui le souhaitent.

C'est particulièrement le cas en Corse où l'Assemblée de Corse a voté à 75% pour que soit instituée l'autonomie de la Corse. L'État a pris des engagements ; il doit les respecter.

Une fiscalité réformée

Il faut donner aux collectivités territoriales l'autonomie fiscale pour financer les projets qui relèvent de leurs prérogatives. Les dotations de l'État, notamment la dotation globale de fonctionnement (DGF), son calcul et son attribution, doivent faire l'objet d'une réelle transparence et vraisemblablement d'une refonte.

Des régions présentes en Europe

Pour que les décisions européennes soient prises au plus près des réalités de la diversité des territoires, nous en appelons à une refonte des institutions de l'Union européenne. Les régions doivent être associées, aux côtés des États, à la définition des politiques communautaires. Pour cela, nous proposons que le Comité européen des Régions, qui est l'assemblée des représentants des pouvoirs locaux, devienne la Chambre Haute de l'Union européenne.

Le droit à la coopération transfrontalière

Nos régions doivent pouvoir passer des accords de coopération, sans entrave administrative, avec des régions voisines par-dessus les frontières étatiques, dans le respect des institutions européennes. Les régions françaises sont, en ce domaine, pénalisées par rapport à leurs voisines. Des intérêts communs sont souvent en jeu et de nombreuses questions trouveraient des solutions efficaces par cette capacité nouvelle à lier des accords.

Donner aux collectivités territoriales l'autonomie fiscale



Une France qui reconnaît et valorise sa diversité linguistique

Donner des droits aux langues régionales

Nous demandons la réforme de l'article 2 de la constitution et une rédaction qui permettra la reconnaissance des droits des langues régionales ainsi que leur développement. Le français est la langue officielle et commune de la République, mais cela doit se faire dans le respect des langues régionales.

La ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires par la France doit être engagée au plus tôt.

L'école de la République de tous

Alors que le Parlement a voté en faveur de la loi dite Molac, celle-ci a été vidée de son sens par la censure du Conseil constitutionnel. Une loi doit consacrer le droit à un enseignement dit « immersif » dans toutes les écoles de la République.

Cela nécessite un engagement pour que soient formés les personnels enseignants et non enseignants œuvrant dans ces écoles.

La présence des langues dans la vie sociale

La présence des langues dans la vie sociale doit être légalisée et encouragée. Cela signifie des mesures pour donner à nos langues le droit à disposer de médias publics comme d'être présentes dans l'espace public.

Concernant la création culturelle, la politique publique doit prendre en compte la culture dans toute sa diversité.



La ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires par la France doit être engagée au plus tôt



Des territoires vivants

La mobilité dans les territoires

Le développement du transport ferroviaire doit se faire au profit du transport du quotidien. La politique de la Très Grande Vitesse dans le but de renforcer les seules liaisons entre les métropoles et Paris est une erreur écologique, sociale, culturelle et économique dont les territoires pâtissent durement.

Les lignes dites « transversales », régionales, interrégionales et transfrontalières doivent être prioritaires.

Il faut libérer les territoires ruraux d'une certaine fatalité du bitume et de la voiture. C'est une nouvelle culture de la mobilité qu'il faut proposer et imaginer.

Transports de marchandises

Nos territoires sont traversés par des millions de camions, victimes de l'absence de fret ferroviaire. Le développement de ce dernier est une priorité. Allié à une politique de relocalisation des productions, il permettra de limiter les transports routiers par camion, souvent réalisés dans des conditions humaines et sociales inadmissibles.

Des énergies diversifiées

Pour faire face aux défis du réchauffement climatique qui semble désormais inéluctable et pour répondre à la crise énergétique provoquée par la dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire, nous plaçons pour une politique de l'énergie fondée sur trois piliers :

1/ la sobriété énergétique

2/ la résilience territoriale

3/ le développement des énergies renouvelables

La production des énergies renouvelables doit donner aux territoires la capacité d'exploiter leurs ressources propres et de produire au plus proche de la consommation. L'effort en faveur des énergies renouvelables doit être maximum.

Les économies d'énergie doivent être au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique comme pour l'autonomie énergétique du pays. La rénovation thermique des bâtiments doit concerner tous les secteurs : logements, y compris ceux profitant de la défiscalisation, tertiaire, industriel, agricole.

Nous sommes opposés à la relance d'un programme nucléaire, coûteux, dangereux, problématique pour la ressource en eau, et qui nous maintient dans la dépendance de pays tiers.



Les économies d'énergie doivent être au cœur de la lutte



Vivre et travailler au pays

Se loger au pays

Le droit de vivre et travailler au pays n'a de sens que si l'on peut se loger sur le territoire que l'on a choisi. La spéculation financière et une certaine forme de tourisme, sont deux éléments majeurs qui empêchent des jeunes et des familles actives de se loger à un prix décent sur leur territoire. Les collectivités doivent pouvoir se doter de moyens de lutte contre ce phénomène. La création d'un « statut de résident » est une des solutions majeures qui garantira à ceux qui veulent habiter un territoire, de participer à sa vie sociale, économique et culturelle.



**La création
d'un « statut
de résident »
est une
des solutions**



Se soigner au pays

La crise sanitaire nous a appris que la capacité à prendre des décisions locales en matière de santé était indispensable. La politique de la santé doit être pensée et pilotée au plus proche des territoires et des populations et sous la responsabilité des élus du territoire.

La diversité des situations doit être prise en compte (vieillesse de la population par exemple, formation des professionnels, déserts médicaux ...). Les territoires doivent disposer de compétences dans ce domaine. Les compétences déconcentrées des Agences Régionales de la Santé doivent être transférées aux régions.

tiale et continue est indispensable de l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur.

Cela va jusqu'à une autonomie des régions dans la définition des programmes scolaires, dans le domaine de la formation et de l'affectation des personnels.

Se former sur son territoire

Le système éducatif à la française est l'un des plus centralisés au monde. Cela n'en fait pas pour autant le système le plus juste ni le plus efficace. Une décentralisation complète dans le domaine de l'éducation et de la formation ini-

En conclusion

Attachés à la préservation de la diversité et considérant que c'est au plus proche des réalités que l'action publique doit être menée, la démocratie territoriale est au cœur du projet de R&PS. Nous plaidons par conséquent pour des régions cohérentes, autonomes et responsables, capables de mener des politiques adaptées à leurs besoins. La transformation, à partir des territoires, en une République fédérale pleinement démocratique, sociale et écologique est le but ultime de **R&PS.**

Mercredi 6 septembre 2023



www.federation-rps.org

contact@federation-rps.org

06 25 45 27 05

Siège social : 4 rue Menou, Nantes